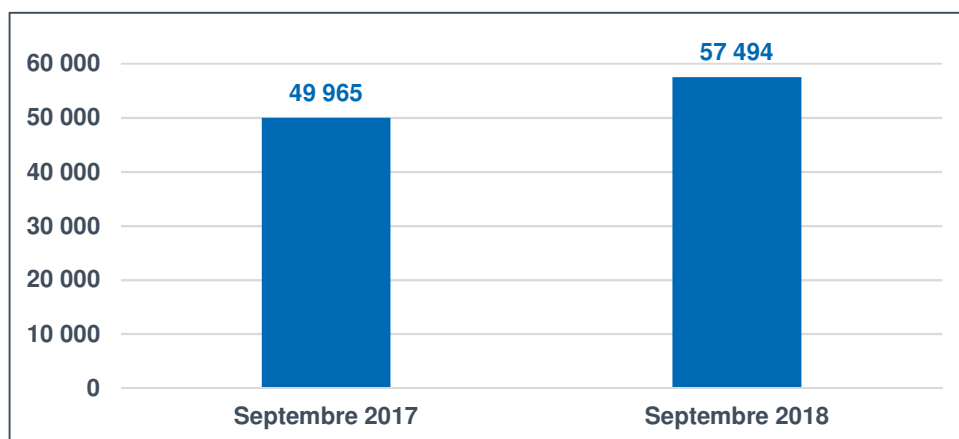


Création d'entreprises

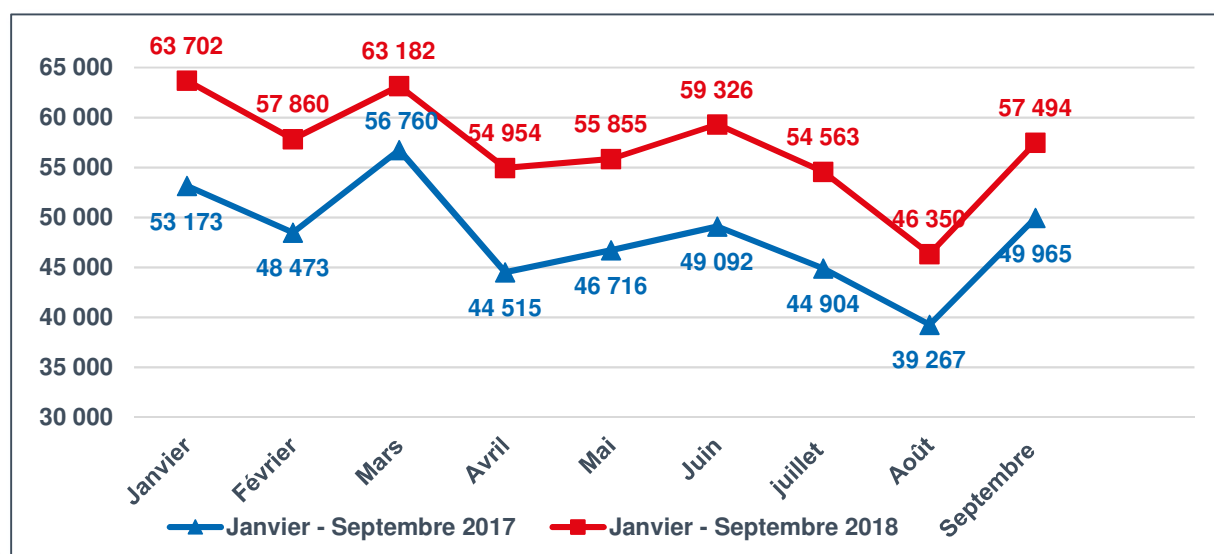
Chiffres de septembre 2018

- Durant le mois de septembre 2018, **57 494** nouvelles entreprises ont vu le jour en France, soit une augmentation de **15 %** au regard de septembre 2017.

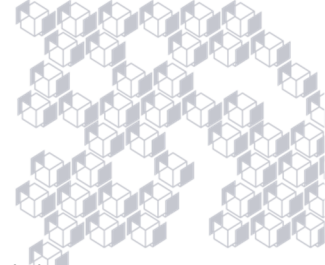


Nombre de créations d'entreprises en septembre 2017 et septembre 2018

- La croissance du nombre de nouvelles entreprises enregistrée durant le mois de septembre 2018 au regard de septembre 2017 est de 3 points inférieures à celle du mois d'août 2018 (au regard d'août 2017) tout en s'inscrivant dans la tendance des premiers mois de 2018 très favorables pour la création d'entreprises.
- Depuis le second semestre 2017, la création d'entreprises connaît une augmentation (+ 12 % au regard du second semestre 2016) et les neuf premiers mois de 2018 poursuivent cette tendance en l'accentuant (+ 18 % entre neuf premiers mois de 2018 et ceux de 2017).



Nombre de créations d'entreprises durant les périodes



- **45 %** des créations d'entreprises enregistrées depuis le début de l'année 2018 l'ont été sous le régime des micro-entrepreneurs, soit **225 632** unités. Leur nombre s'est accru de **30 %** au regard des neuf mois équivalents de 2017. Face à cette conséquente hausse, le nombre de nouvelles entreprises ne bénéficiant pas de ce régime connaît une augmentation moins élevée (+ 11% au regard de la même période de 2017). Ces entreprises représentent 56% de l'ensemble des nouvelles entreprises recensées depuis le début de l'année 2018.
- L'augmentation du nombre de créations d'entreprises observée sur la période allant de janvier à septembre 2018 (au regard de la période allant de janvier à septembre 2017) résulte uniquement de la hausse des créations d'**entreprises individuelles** (+ 27 %) qu'elles soient sous le régime des micro-entrepreneurs ou au régime général (+ 24 %). En effet, les formes sociétales unipersonnelles (SASU et EURL), aussi bien que pluripersonnelles (SARL, SAS...) enregistrent une stabilisation du nombre de nouvelles unités sur cette même période (respectivement +1 % et - 0,5 %).
- De janvier à septembre 2018, les activités de type services connaissent une croissance du nombre de nouvelles entreprises (+ 23 % au regard de la période janvier – septembre 2017) plus importante que celles des activités de type commerce (+ 13 %) et des activités secondaires (+ 12 %).
Plus généralement, tous **les secteurs d'activité** sont concernés par la hausse du nombre de nouvelles unités entre ces deux intervalles. Nous présenterons les deux catégories extrêmes de croissance :
Les secteurs ayant enregistré une croissance supérieure à 25 % :
 - ▶ le courtage (+ 26 %),
 - ▶ les services en direction des personnes (+ 28 %),
 - ▶ les transports (+ 70 %).Les secteurs ayant enregistré une augmentation inférieure à 7 % :
 - ▶ le commerce de bouche (+ 2 %),
 - ▶ la santé (+ 3 %),
 - ▶ les activités financières (+ 5 %),
 - ▶ le commerce de gros (+ 6 %).
- Toutes **les régions** de France métropolitaine et d'outre-mer, à l'exception de Mayotte, ont connu une croissance du nombre de créations entre les périodes allant de janvier à septembre 2017 et de janvier à septembre 2018. D'ailleurs la plupart d'entre-elles, uniquement des régions métropolitaines connaissent une croissance comprise entre + 16 % et + 18 %. Néanmoins certaines régions s'éloignent plus ou moins de cet intervalle :
Les régions caractérisées par une croissance supérieure à 20 % :
 - ▶ Ile-de-France (+ 21 %),
 - ▶ Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 22 %),
 - ▶ Guyane (+ 38 %).

Les régions caractérisées par une croissance inférieure à 15 % :

- ▶ Guadeloupe (+ 14 %),
- ▶ Corse (+13 %),
- ▶ La Réunion (+ 9 %),
- ▶ Martinique (+ 5 %).

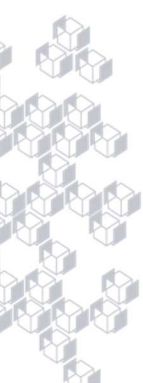
- Près d'un quart des créations d'entreprise de France métropolitaine, recensées sur la période de janvier à septembre 2018, sont localisées en **zone rurale**, soit 117 999 nouvelles unités. Leur nombre a augmenté de 15 % au regard de la même période de 2017. C'est inférieur à la hausse des créations enregistrées dans les zones urbaines densément peuplées (+ 22 %) ; les zones urbaines intermédiaires enregistrent une évolution proche de celle des zones rurales (+16 %).

Avec respectivement 36 870 et 3 014 nouvelles entreprises recensées de janvier à septembre 2018, les communes classées en **zone de revitalisation rurale** (ZRR) et les communes de montagne bénéficiant des effets de ce dispositif s'inscrivent également dans la croissance (respectivement + 13 % et + 11 % au regard des neufs mois équivalents de 2017), mais dans des proportions moindres que les communes non classées en ZRR (+ 19 %).

TABLEAUX COMPLEMENTAIRES

Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à septembre 2017 et de janvier à septembre 2018, selon le secteur d'activités

Secteur d'activité	Janvier – septembre 2017	Janvier – septembre 2018	Evolution
Activités secondaires	62 776	70 505	+ 12,3%
Industrie	16 983	19 588	+ 15,3%
Construction	45 793	50 917	+ 11,2%
Activités de type commerce	128 518	145 575	+ 13,3%
Commerce de détail	43 381	47 022	+ 8,4%
Commerce de gros	7 592	8 040	+ 5,9%
Commerce de bouche	1 641	1 672	+ 1,9%
Immobilier	15 921	19 088	+ 19,9%
Hébergement et restauration	24 064	26 068	+ 8,3%
Services en direction des personnes	23 494	29 958	+ 27,5%
Commerce et réparation automobile	12 425	13 727	+ 10,5%
Activités de type services	241 571	296 008	+ 22,5%
Courtage	9 359	11 757	+ 25,6%
Transports	29 243	49 795	+ 70,3%
Activités scientifiques et techniques	74 291	89 411	+ 20,4%
Activités de soutien aux entreprises	27 205	32 305	+ 18,7%
Information et communication	21 830	25 696	+ 17,7%
Enseignement	20 729	24 236	+ 16,9%
Arts, spectacles et activités récréatives	14 968	17 427	+ 16,4%
Santé	32 223	33 092	+ 2,7%
Activités financières	11 723	12 289	+ 4,8%
Ensemble des secteurs	432 865	512 088	+ 18,3%



Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à septembre 2017 et de janvier à septembre 2018, selon la nature juridique des entreprises

Nature juridique	Janvier – septembre 2017	Janvier – septembre 2018	Evolution
Entreprise individuelle	285 655	363 972	+ 27,4%
dont micro-entrepreneurs	174 234	225 632	+ 29,5%
Sociétés	147 210	148 297	+ 0,7%
dont sociétés unipersonnelles (SASU, EURL)	76 156	76 899	+ 1,0%
Ensemble des secteurs	432 865	512 269	+ 18,3%

Evolution du nombre de créations entre les périodes de janvier à septembre 2017 et de janvier à septembre 2018, selon la région d'implantation de l'entreprise

Secteur d'activité	Janvier – septembre 2017	Janvier – septembre 2018	Evolution
Auvergne-Rhône-Alpes	51 565	60 471	+ 17,3%
Bourgogne-Franche-Comté	12 191	14 093	+ 15,6%
Bretagne	14 571	17 250	+ 18,4%
Centre-Val de Loire	10 934	12 908	+ 18,1%
Corse	2 957	3 339	+ 12,9%
Grand-Est	24 008	28 005	+ 16,6%
Guadeloupe	3 166	3 598	+ 13,6%
Guyane	959	1 322	+ 37,9%
Hauts-de-France	25 459	29 375	+ 15,4%
Ile-de-France	127 125	153 782	+ 21,0%
Martinique	2 256	2 371	+ 5,1%
Mayotte	703	556	- 20,9%
Normandie	13 887	16 499	+ 18,8%
Nouvelle Aquitaine	36 981	43 606	+ 17,9%
Occitanie	40 980	47 455	+ 15,8%
Pays de la Loire	17 327	20 109	+ 16,1%
Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur	43 032	52 332	+ 21,6%
La Réunion	4 764	5 198	+ 9,1%
Ensemble des secteurs	432 865	512 269	+ 18,3%

METHODOLOGIE

La création d'une entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire qu'elle doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette définition des créations exclut donc les réactivations dont la dernière cessation est survenue moins d'un an avant la nouvelle création et les reprises d'entreprises pour lesquelles il y a continuité de l'entreprise (évaluée à partir de la localisation de l'entreprise et de l'activité exercée).

Les statistiques utilisées dans ce document concernent l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole, autrement dit, les activités de l'industrie, du commerce et des services.

Sont définis comme micro-entrepreneurs dans ce document, tous les entrepreneurs individuels sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social.

Pour réaliser cette note, l'AFE se sert d'informations statistiques brutes issues de la base de données Sirene de l'Insee. Ces informations sont provisoires dans la mesure où les données brutes sont susceptibles d'être modifiées par l'Insee. Les révisions apportées par cet institut seront donc répercutées sur les notes de conjoncture mensuelles réalisées par l'AFE.

Par ailleurs, l'AFE a créé un secteur d'activité intitulé « commerce de bouche ». Il comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C) et les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature NAF rév. 2 ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

L'approche des espaces ruraux est basée sur la densité de population des communes. La typologie utilisée est celle de l'Insee, intitulée grille de densité. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions. Quatre classes sont ainsi définies :

- les communes denses et les communes intermédiaires qui composent les zones urbaines,
- les communes peu denses et les communes très peu denses qui définissent les zones rurales.

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) sont un ensemble de communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques, dont la liste est fixée par arrêté. Le classement de ces communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides d'ordre fiscal.

